

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 28 septembre 2026**

L'An deux mille vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de communes de la Veyle, légalement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Chanoz-Châtenay, sous la présidence de Christophe GREFFET.

COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)	COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)	
Bey	O. METRAL	X			Mézériat	G. DUPUIT	X			
	H. PORNON (suppléant)					N. ROBIN	X			
Biziat	G. AGATY	X			Perrex	E. BOZONNET	X			
	M. BOUCHARD (suppléant)					J.-J. VIGHETTI				
Chanoz-Châtenay	O. MORANDAT	X			Pont-de-Veyle	E. MATHEY (suppléante)	X			
	K. LACROIX (suppléante)					A. ALEXANDRINE		X		
Chaveyriat	G. RAPHY	X			Saint André d'Huiriat	L. MICHEL	X			
	F. BERTILLOT (suppléante)					D. DOUVRES	X			
Cormoranche-sur-Saône	J. PALLOT	X			Saint Cyr-sur-Menthon	V. CONNAULT (suppléante)				
	N. LE MOAL (suppléante)					K. PALLE	X			
Crottet	J.-P. LHÔTELAIS	X			Saint Genis-sur-Menthon	B. PELLETIER	X			
	C. TURCHET	X				F. CHAGNARD	X			
	Cruzilles-les-Mépillat	D. FAYEMI	X			Saint Jean-sur-Veyle	C. GREFFET	X		
D. BOYER				X	S. DURANCEAU (suppléant)					
A.BIGOT (suppléante)					Saint Julien-sur-Veyle	A. RENOUD-LYAT	X			
Grîeges	A. GREMY	X				Vonnas	H. LOUREAUX (suppléant)			
	T. LAURENT		X		S. REVOL					
	L. CAZABON	X			H. BOURGE (suppléant)	X				
Laiz	S. SCHAUVING	X			Vonnas	A. GIVORD	X			
						N. DUCLOS	X			
						C. RABUEL	X			
	S. MARECHAL GOYON	X				E. DESMARIS		X		
						C. DESMARIS	X			

Envoi de la convocation : 22/09/2026

Affichage de la convocation : 22/09/2026

Nombre de conseillers élus : 32

Nombre de conseillers présents : 28

- Aurélie ALEXANDRINE a donné pouvoir à Luc MICHEL
- Elodie DESMARIS a donné pouvoir à Claude RABUEL

A l'unanimité, Monsieur Gilles RPY est désigné Secrétaire de séance.

OBJET : PACTE SOLIDARITE JEUNESSE - Mutualisation – Instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol : avenant à la convention entre la Communauté de communes et ses communes membres

Vu la convention de service unifié d'instruction des autorisations du droit des sols conclue en 2017 entre la Communauté d'Agglomération de Bourg-en-Bresse, la Communauté de Communes de la Veyle (délibération n°20170327-21DCC) et la Communauté de Communes de Bresse et Saône, ainsi que leurs communes membres souhaitant bénéficier du service ;

Accusé de réception en préfecture
0001017704520240938-220002835
Date de réception préfecture : 16/10/2024

Vu la délibération n°20230925-04DCC du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2023 portant avenant aux conventions de service commun pour l'Instruction des Autorisations du Droit des Sols entre la Communauté de communes de la Veyle et ses communes membres, et à la convention de service unifié conclue entre la Communauté de Communes de la Veyle, la Communauté de Communes de Bresse et Saône et la Communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse et leurs communes membres ;

Considérant que la Communauté de communes de la Veyle, la Communauté de communes Bresse et Saône et Grand Bourg Agglomération ont créé un service instructeur unifié par convention, et que ce service unifié est chargé de l'instruction des autorisations, déclarations et actes relatifs à l'application du droit des sols (ADS) délivrés par les maires ;

Considérant que ce service est porté par Grand Bourg Agglomération et que 16 des 18 communes membres de la Communauté de communes y adhèrent, à l'exception de Vonnas et de Crottet, et sont également signataires de cette convention ;

Considérant que cette convention constitutive prévoit une participation financière des intercommunalités signataires et non des communes et qu'elle est appelée 2 fois par an, sur la base d'un budget prévisionnel :

- le 1^{er} juin de l'année N : chaque communauté de communes verse 50% de sa participation ;
- le 1^{er} novembre de l'année N : chaque communauté de communes verse le solde.

Au cours de l'année N+1 est versée la régularisation en plus ou en moins des coûts de l'année N déterminés sur la base du compte administratif ;

Considérant que cette instruction étant réalisée pour le compte des communes adhérentes, la Communauté de communes refacture ensuite à chaque commune sa côte part selon le même calendrier que celui établi avec Grand Bourg Agglomération ;

Considérant que cette refacturation fait l'objet d'une convention propre qui lie chaque commune utilisatrice du service à la Communauté de communes de la Veyle ;

Considérant qu'il est proposé de faire évoluer par avenant ces modalités de refacturation entre la Communauté de communes et ses communes membres bénéficiaires du service afin de simplifier les tâches administratives de la manière suivante :

- La totalité de la participation communale est appelé en une seule fois le 1^{er} juin de l'année N.
- Les modalités de régularisation au cours de l'année N+1 demeurent inchangées.

Considérant, par ailleurs, que la Communauté de communes de la Veyle, qui a adopté son Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) en mai 2023, a besoin d'utiliser les données liées aux autorisations d'urbanisme délivrées par commune afin de réaliser le suivi et l'évaluation du PLUi ;

Considérant qu'il convient que chaque commune donne son accord sur ce point et qu'il est proposé d'ajouter à cet avenant une mention autorisant la Communauté de communes de la Veyle à collecter et exploiter les données anonymisées issues des actes instruits pour chaque commune à des fins statistiques et de suivi et évaluation de la mise en œuvre du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Veyle ;

Considérant que l'avenant proposé est joint en annexe de cette délibération ;

Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE les termes de cet avenant à la convention entre la Communauté de communes et ses communes membres ;

AUTORISE le Président à signer cet avenant avec chacune des communes concernées.



Le Président

Christophe GREFFET

Le Secrétaire de séance

Gilles RAPHY

Certifié exécutoire

Affiché le : 15/10/2026

Transmis en Préfecture le : 15/10/2026

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.